

• Le Health Consumer Powerhouse a publié son rapport sur l'état des systèmes de santé européens.

• La Belgique occupe la cinquième place du classement, dominé par les Pays-Bas.

• Mais dans certains pays d'Europe centrale et orientale, la qualité des soins de santé reste médiocre.

La santé européenne à deux vitesses

Les Pays-Bas, toujours à la pointe des soins de santé

Chaque année depuis 2005, le Health Consumer Powerhouse (HCP) passe au crible la qualité des systèmes de santé en Europe. Droits des patients, accès aux soins, résultat des traitements, prévention, offre médicamenteuse : aucun aspect n'échappe à l'examen de l'entreprise suédoise.

De manière globale, les pays européens ont tendance à s'améliorer dans le domaine, "malgré les cris d'alarme à la suite de la crise financière, de celle de l'asile et du vieillissement de la population". En 2015, comme depuis cinq ans, ce sont encore les Pays Bas qui se voient décerner le prix du meilleur élève, devant la Suisse, la Norvège et la Finlande. Champions dans la majorité des épreuves, les Néerlandais sont ainsi les seuls à obtenir une note de plus de 900 points sur 1000. "Il y a beaucoup à apprendre de la performance des Pays-Bas !", s'exclame le rapport.

Mais quelle peut bien être la recette de ce succès néerlandais ? Prenez la compétition entre une multitude de mutualités, ajoutez-y la participation des associations de patients aux décisions qui les concernent, et mélangez le tout avec une plus grande implica-

tion des professionnels dans l'élaboration des politiques de santé publique. Vous obtenez ainsi un système où les patients et les médecins ont un rôle bien plus important que les bureaucrates et les politiciens, désignés par le rapport comme "amateurs de santé".

Ecouter les patients

A ce titre, la Belgique a encore du chemin à faire. "Initialement, les mutualités se sont dit représentantes des patients alors qu'elles sont principalement des institutions d'assurance maladie. Cette confusion est en train de disparaître, les mutuelles acceptent plus facilement les associations de patients. Ces dernières sont moins bien structurées que dans d'autres pays, mais les choses changent", explique Alain De Wever, président du Conseil de gestion de l'hôpital Erasme et spécialiste en économie de la santé.

Du côté de la participation des médecins aux décisions politiques,

même constat : notre pays peut mieux faire. *“Les médecins devraient être beaucoup plus intégrés à la gestion des institutions hospitalières belges et de la santé publique, assure M. De Wever. Par*

exemple, la Région wallonne vient de créer une sorte de gestion de l'assurance maladie dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, sans qu'aucun médecin n'y soit impliqué.”

Reste que, si la Belgique n'est pas première de classe, elle fait tout de même office de très bonne élève, se plaçant en cinquième position dans le classement. Elle devance même La Haye dans la catégorie de l'accessibilité aux soins de santé puisqu'elle y obtient le maximum, comme la Suisse. *“Si on habite Ostende, on peut sans problème se faire soigner à Arlon si on en a l'envie. Dans d'autres pays, on est contraint de rester dans sa région ou d'aller chez le médecin généraliste chez qui on est inscrit. Cette liberté est formidable. La Belgique de-*

vient un des rares pays au monde où l'accès aux soins de santé est extrêmement facile”, considère M. De Wever.

Le système belge, trop généreux ?

Autre point fort de la Belgique : sa générosité. D'après le HCP, notre pays peut se targuer d'avoir le *“système de santé le plus généreux d'Europe”*.

Trop généreux peut-être ? *“Un ami de l'équipe HCP a été ‘kidnappé’ et gardé à l'hôpital pendant six jours à cause d'une vague douleur à la poitrine”,* précise le rapport.

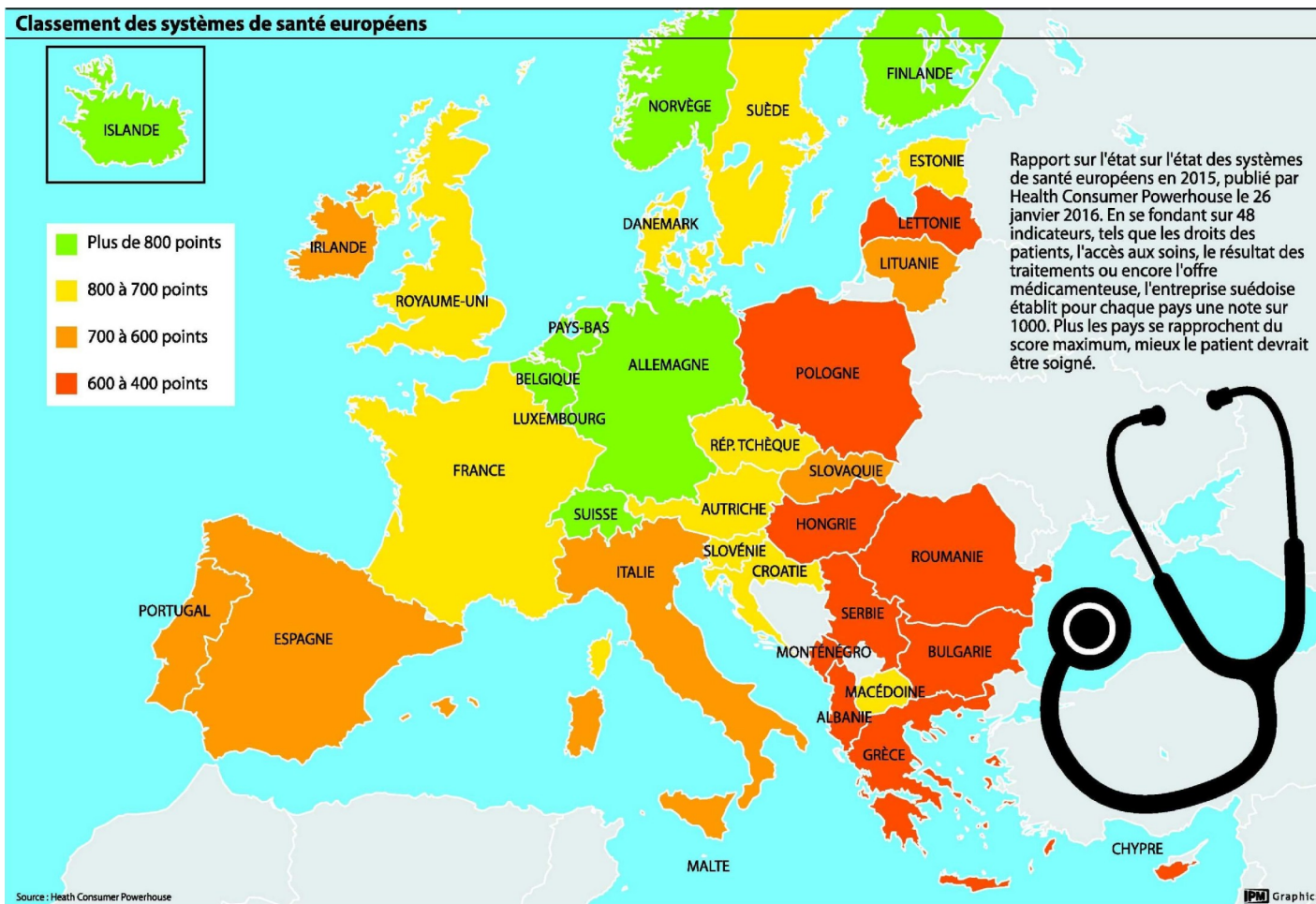
D'après M. De Wever, il s'agit là d'un défaut plutôt que d'une qualité de notre système de santé. *“On vit dans un système de santé où l'accessibilité est très grande. Du coup, certains ne ressentent pas la nécessité d'être encore plus performants, tout en travaillant mieux, afin de diminuer la durée de séjour à l'hôpital.”*

Mais surtout, notre système reste *“extrêmement bon marché par rapport aux autres pays”,* rappelle le spécialiste. Un point positif pour les patients, certes.

Avec un bémol toutefois : qui dit prix faibles dans le domaine de la santé, dit aussi des salaires bas pour les médecins.

M.U.

**Si la Belgique
n'est pas
première
de classe, elle fait
tout de même
office de très
bonne élève, se
plaçant en
cinquième
position dans le
classement.**



A l'est de l'Europe, "les installations médicales sont vétustes"

Plus on se dirige vers l'Est, plus la carte de l'Europe rougit. Le constat est sans appel: la qualité des systèmes de santé en Europe centrale et orientale est loin d'être optimale. En effet, les 11 pays qui ne parviennent pas à franchir les 600 points dans l'Euro Health Consumer Index sont tous situés à l'est du Vieux Continent.

A la dernière place du classement figure le Monténégro, dont la situation n'est pas près de s'améliorer. "Le flux massif de capital russe (qui aurait pu avoir un impact positif sur le système de santé du pays, Ndlr) semble mis en danger par les sanctions envers la Russie qui ont suivi l'annexion de la Crimée", constate le rapport. Podgorica tente en effet de s'éloigner à tout prix de Moscou et multiplie les efforts

dans l'espoir adhérer un jour à l'Union européenne.

Bref, disons que le Montenegro est un cas à part. Mais à l'avant dernière place du classement l'on retrouve la Pologne, suivie dans un mouchoir de poche par la Roumanie et la Bulgarie, toutes les trois membres du club des Vingt-huit. *“Ces pays avaient jusqu'à peu une économie marxiste qui laissait peu de place à l'initiative et la créativité en matière de santé et d'assurance maladie. Tout doucement, ils sont en train de rattraper leur retard”*, rappelle Alain De Wever, président du Conseil de gestion de l'hôpital Erasme.

Le rapport félicite certes la Bulgarie pour avoir renforcé le pouvoir des associations de patients. En Roumanie, c'est l'accès aux médecins généralistes ou à la chimiothérapie qui s'est amélioré.

Une gestion défaillante du secteur public

Mais les efforts qui restent à faire sont titanesques. Les patients d'Europe centrale et orientale se confrontent, entre autres, à des traitements inefficaces, à une corruption endémique due en partie aux salaires médiocres des médecins, mais aussi à un manque flagrant d'information et de communication. Le rapport parle surtout *“d'une infrastructure de santé vétuste”* en ce qui concerne Sofia et Bucarest. La Roumanie aurait même *“des problèmes sévères dans la gestion de tout son secteur public”*.

“Il y a d'importantes différences entre les systèmes de santé de l'UE. Tout comme il existe des différences dans l'état de santé des populations entre les Etats membres et

ce, selon la situation socio-économique des individus”, reconnaît Enrico Brivio, porte-parole du commissaire européen à la santé et à la sécurité alimentaire. La preuve: en Roumanie, le taux de mortalité infantile est double par rapport à la moyenne. Et la Grèce, un des pays les plus touchés par la crise financière, a dû réduire drastiquement ses dépenses de santé, ce qui n'est pas sans conséquences pour ses patients.

L'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'UE souligne pourtant la nécessité de respecter *“un niveau élevé de protection de la santé humaine”*. Comment est-il donc possible qu'un tel décalage persiste entre les Etats membres? Tout simplement car l'UE n'a pas son mot à dire sur la façon dont les pays européens organisent leurs politiques de santé, celles-ci restant une compétence exclusive des Etats membres.

La santé, pas encore un acquis de l'Europe

Ainsi, ce n'est pas le manque criant de qualité des soins qui aurait pu faire trébucher Varsovie, Sofia ou Bucarest dans leur route vers l'intégration de l'Union. *“Pour adhérer à l'UE, les Etats candidats doivent être en mesure de démontrer qu'ils ont mis en place les législations qui font partie de “l'acquis” de l'Union. Mais le fonctionnement des systèmes de santé n'est pas un critère évalué dans le cadre des négociations d'adhésion”*, ajoute M. Brivio.

Accorder à ses citoyens des soins de santé efficaces ne figure donc pas encore sur la liste des *“acquis de l'Europe”*. Et ce n'est sûrement pas à l'heure où des valeurs comme les droits de l'homme, l'espace Schengen ou la solidarité entre Etats membres battent de l'aile que cette liste risque de s'allonger.

M.U.

9

DÉCÈS D'ENFANTS POUR 1000 NAISSANCES EN ROUMANIE

Le taux de mortalité infantile y est double par rapport à la moyenne européenne.

Santé

Une Espagnole enceinte atteinte du virus Zika

Une femme enceinte vivant en Espagne et ayant voyagé en Colombie, est atteinte du virus Zika, a annoncé jeudi le ministère de la Santé, le premier cas connu de femme enceinte signalé en Europe. Une patiente diagnostiquée en Catalogne *“est une femme enceinte qui a présenté des symptômes après avoir voyagé en Colombie”*, annonce le ministère de la Santé. Il précise qu'elle est répertoriée dans une liste de sept cas “importés”, c'est-à-dire de personnes ayant contracté le virus après avoir voyagé dans des zones à risque. (Belga)

Cancer de la prostate

Le soutien psychosocial

La Fondation Roi Baudouin, avec l'organisation néerlandophone “Kom op tegen Kanker”, affectera des fonds de 300 000 € à la recherche liée au soutien psychosocial auprès de couples dont l'homme souffre du cancer de la prostate. L'impact de ce cancer sur l'homme, mais également sur le couple, est fort et négatif. A ce jour, les programmes de soutien psychosocial sont souvent destinés aux femmes, a-t-on souligné jeudi lors de la remise des prix médicaux scientifiques de la Fondation, à laquelle assistaient la princesse Astrid et la ministre de la Santé publique, Maggie De Block. (Belga)

Faune

Nos salamandres et tritons menacés

Les organisations européennes de protection de la nature tirent la sonnette d'alarme. Un champignon agressif – découvert par des scientifiques de l'Université de Gand – menace d'exterminer des populations entières de salamandres et de tritons à travers l'Europe, signale l'association Natagora. Dans une lettre commune, 42 organisations de protection de l'environnement et scientifiques demandent à l'Union européenne de s'attaquer au problème, et d'investir dans la surveillance, la recherche et dans des plans de sauvetage des espèces.